

Conséquences économiques des prix du pétrole

par Rurik Krymm

Au cours des trois derniers mois de 1973, les prix du pétrole, taxes comprises, fixés par les principaux pays producteurs du monde, situés autour du Golfe Persique, pour des qualités commerciales de brut, ont à peu près quadruplé; ils sont passés, dans le cas de l'«Iranian light» et de l'«Arabian light», d'environ 1,85 dollar le baril en septembre 1973 à plus de 7 dollars au 1^{er} janvier 1974, c'est-à-dire de quelque 13,30 dollars à plus de 50 dollars la tonne. Etant donné que le coût de production représente une fraction insignifiante du nouveau prix (moins de 2%) et sous réserve d'ajustements complexes suivant les diverses qualités des pétroles bruts et les avantages de la situation géographique, les pays producteurs peuvent espérer obtenir un minimum moyen de 50 dollars par tonne de pétrole brut extraite sur leurs territoires, au lieu de 12,50 dollars. Si nous négligeons les quantités relativement faibles achetées à des prix de l'ordre de 100 à 150 dollars, ce chiffre de 50 dollars la tonne, avec des ajustements ultérieurs pour tenir compte de l'inflation, constitue probablement une bonne base pour évaluer les coûts futurs. La variation de prix porte sur des exportations de près de 1,4 milliard de tonnes de pétrole et, par conséquent, entraîne un transfert immédiat de près de 60 milliards de dollars par an des pays consommateurs de pétrole aux pays producteurs. Les tableaux 1, 2 et 3 donnent une idée de la répartition de cette charge entre les principales régions géographiques et de son évolution possible au cours des sept prochaines années.

Les chiffres en question sont si élevés que certains auteurs les ont comparés aux propositions de réparation présentées par les Alliés à la fin de la Première Guerre mondiale. On a fait observer que le prix sur le marché d'un pétrole brut de qualité caractéristique comme l'«Arabian light» était tombé en fait de 1,93 dollar le baril en 1955 à 1,26 dollar en 1970. Compte tenu de l'inflation des prix industriels, le pétrole a en fait baissé des deux tiers pendant une période au cours de laquelle sa consommation croissait à un rythme annuel de plus de 7% et il remplaçait le charbon comme combustible principal dans le monde entier. Au cours du même laps de temps, les recettes fiscales des pays producteurs demeuraient à peu près constantes — de l'ordre de 6 à 7 dollars la tonne extraite — et leur pouvoir d'achat réel diminuait de moitié. Entretemps, les impôts directs et indirects que les pays consommateurs eux-mêmes ont perçus sur les produits pétroliers dérivés des pétroles bruts importés ont été de 3 à 4 fois supérieurs aux sommes versées aux pays producteurs, ce que montre à l'évidence les chiffres donnés au tableau 4.

TABLEAU 1. CONSOMMATION ET IMPORTATIONS DE PETROLE BRUT ET DE PRODUITS PETROLIERS PAR REGIONS: CHIFFRES POUR 1973 ET PREVISIONS POUR 1980 (en millions de tonnes)

	<u>1973</u>		<u>1980</u>	
	Con-sommation de pétrole	Importations nettes provenant des pays de l'OPEC	Con-sommation de pétrole	Importations nettes provenant des pays de l'OPEC
Communauté européenne élargie	620	600	860	670
Etats-Unis	800	260	1000	300
Japon	270	270	380	380
Autres pays industriels	220	100	300	150
Pays en voie de développement	330	220	500	300
Pays de L'OPEC	60	-	90	-
Pays socialistes	<u>500</u>	-	<u>800</u>	-
Total	2 800	1 450	3 930	1 800

TABLEAU 2. EXPORTATIONS DE PETROLE DES PRINCIPAUX PAYS DE L'OPEC: CHIFFRES DE 1973 ET PREVISIONS POUR 1980 (en millions de tonnes)

	<u>1973</u>	<u>1980</u>
Arabie Saoudite	350	450
Iran	275	380
Koweït	150	140
Irak	90	140
Autres pays du Moyen-Orient	100	100
Libye	95	100
Nigeria	100	130
Algérie	50	55
Venezuela	175	175
Indonésie	55	75
Autres pays	<u>10</u>	<u>55</u>
TOTAL	1 450	1 800

Note: Ce tableau doit être considéré avec précaution non seulement en ce qui concerne les prévisions pour 1980 qui tiennent compte d'une évolution probable et non de plans fermes, car sauf dans quelques pays comme l'Iran, il n'existe pas actuellement de plans fermes; il doit l'être aussi en ce qui concerne les exportations de 1973 car l'effet de l'embargo en vigueur au cours des derniers mois de 1973 n'est pas encore entièrement connu.

TABLEAU 3. IMPOTS ET REDEVANCES PAYES ANNUELLEMENT AUX PAYS DE L'OPEC – ESTIMATIONS (en milliards de dollars constants de 1973)

	1973	1974	1980
Communauté européenne élargie	9	33	35
Etats-Unis d'Amérique	4	14	15
Japon	4	16	20
Autres pays industriels	1,5	6	8
Pays en voie de développement	3	13	15
TOTAL	21,5	82	93

TABLEAU 4. REPARTITION (MOYENNE) DES RECETTES DE LA VENTE DES PRODUITS RAFFINES PROVENANT D'UNE TONNE DE PETROLE BRUT, EN EUROPE OCCIDENTALE (en dollars de 1973)

	juillet 1973	%	1974	%
Coût de production d'une tonne de pétrole brut au Moyen-Orient	1	1,2	1	0,8
Coût du transport, du raffinage, de la distribution et de la commercialisation	25	29,4	25	20,4
Bénéfices des sociétés	4	4,7	4	3,3
Impôts et redevances payés aux pays producteurs	12,50	14,7	50	40,8
Impôts prélevés par les pays consommateurs	42,50	50	42,50	34,7
Total payé par les consommateurs	85		122,50	

Note: Les prévisions pour 1974 sont fondées sur l'hypothèse que seuls les impôts et redevances payés aux pays producteurs varieront en 1974, tous les autres éléments restant constants. Il est peu probable que cette hypothèse soit vérifiée, mais elle est inévitable.

EVOLUTION PROBABLE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE PETROLE AU COURS DES SEPT PROCHAINES ANNEES

En supposant que les marges bénéficiaires de sociétés pétrolières et les frais moyens de transport demeurent constants, le prix moyen du pétrole brut déchargé aux ports des pays consommateurs oscillerait autour de 60 dollars la tonne au lieu de 20 dollars la tonne avant la crise. Certes, cette augmentation du simple au triple résultant de la hausse des recettes des producteurs du simple au quadruple ne provoquerait pas une hausse proportionnelle des prix à la consommation, pour la simple raison que les frais de raffinage,

de distribution et de commercialisation ainsi que les taxes internes sont des éléments importants du prix final des produits pétroliers. Le tableau 4 montre que dans le cas extrême de l'Europe occidentale, où les taxes sur l'essence sont particulièrement élevées, ces éléments représentent près de 85% des dépenses finales en 1973 et qu'une augmentation uniforme de 45% des prix des produits à la consommation suffirait pour tenir compte de la hausse des coûts du brut. En réalité, les augmentations varieront naturellement d'un pays à l'autre et d'un produit à l'autre suivant les études de marché faites par les compagnies pétrolières et les politiques adoptées par les gouvernements.

Quoi qu'il en soit, les prix moyens des produits à la consommation augmenteront probablement de 50 à 150% et, comme pour la plupart des marchandises, une hausse de cette importance devrait mettre en mouvement de puissantes forces compensatrices tant sur le plan de la demande que sur celui de l'offre. La demande devrait diminuer grâce à une utilisation plus rationnelle et au recours massif aux produits de substitution, et l'offre augmenter grâce à une augmentation de la production des sources existantes et à la mise en valeur rapide de sources nouvelles.

Chacun de ces quatre mécanismes agira certainement dans le cas du pétrole, mais à une échelle beaucoup moindre et à un rythme beaucoup plus lent que lorsqu'il s'agit d'autres marchandises. L'inélasticité de la demande par rapport aux prix est caractéristique de certains produits pétroliers qui sont un élément essentiel pour certains processus industriels ou services aux consommateurs et dont les coûts ne constituent qu'une faible fraction de celui du produit final, comme par exemple le naphta dans la production des matières plastiques ou l'essence dans l'utilisation d'une automobile. Bien entendu, on connaît des produits de remplacement, mais il faudra encore plus d'une décennie avant que les principales technologies, comme la production de pétrole à partir des schistes et de charbon ou celle d'électricité dans les centrales nucléaires, n'aient des conséquences importantes; la seule possibilité à court terme est le remplacement limité du pétrole par le charbon dans certaines centrales et dans certains processus de l'industrie lourde. Les deux-tiers des sources actuelles d'approvisionnement les plus élastiques sont aux mains d'une association d'Etats qui contrôlent déjà les prix et qui contrôleront de plus en plus la production. Pour mettre en valeur de nouveaux champs pétrolifères en dehors de cette association il faudra encore beaucoup de temps.

Ces considérations sont à la base des prévisions contenues dans les **tableaux 1 à 4** qui dessinent l'évolution probable, sinon certaine, au cours des sept prochaines années. Pour la demande, les **taux d'accroissement** annuels de la consommation de pétrole au cours des dix dernières années ont été réduits d'un tiers pour les Etats-Unis et l'Europe occidentale, de 50% pour le Japon et de pourcentages variables pour les différents groupes de pays en voie de développement; du côté de l'offre, on a tenu compte d'une augmentation de la production de champs petrolifères dont la mise en valeur est commencée.

L'imprécision inévitable de ces chiffres n'empêche pas de formuler certaines conclusions qualitatives sur les répercussions immédiates et à long terme des changements actuels.

CONSEQUENCES POUR L'ECONOMIE DES PAYS PRODUCTEURS ET CONSOMMATEURS

A la suite de la crise du pétrole, les sommes supplémentaires qui devront être transférées des pays importateurs de pétrole aux pays exportateurs dépasseront 60 milliards de dollars en 1974. Des estimations pour les années à venir se fondent sur l'hypothèse que les prix du pétrole suivront le rythme de l'inflation générale et dans ce cas, le chiffre pour 1980 pourrait dépasser 90 milliards de dollars de 1973 ou 125 milliards de dollars

de l'époque, si on suppose un taux d'inflation annuel moyen de 5% pour cette période. Ces chiffres et leur signification peuvent être considérés sous différents angles:

- a) En termes absolus, des transferts soudains d'une telle ampleur dans les paiements internationaux en faveur d'un petit nombre de pays n'ont pas de précédents dans l'histoire économique mondiale.
- b) En termes relatifs, les paiements demandés aux pays importateurs représentent une fraction relativement faible de leur produit national brut (PNB) total (3% pour le groupe dans son ensemble), bien que dans certains cas, comme celui du Japon parmi les pays industriels, et celui de plusieurs pays en voie de développement, cette valeur moyenne soit largement dépassée. Pour les pays de l'OPEC, l'effet est exactement le contraire puisqu'il équivaut approximativement à une augmentation de 250% du PNB pour le groupe dans son ensemble, bien que les écarts entre les différents Etats soient si importants qu'une valeur moyenne générale ne présente aucune signification.

Toutefois, pour analyser les effets de ces transferts, il faut s'efforcer d'évaluer leurs répercussions sur les revenus nationaux et les balances commerciales des pays affectés. Une hypothèse fondamentale pour cette analyse est que seuls quelques pays de l'OPEC pourront utiliser immédiatement la masse de ces recettes supplémentaires pour l'achat de biens de consommation ou d'équipement dans les pays importateurs de pétrole, étant donné surtout que certains des principaux producteurs sont très peu peuplés et ne sont qu'aux premiers stades de leur développement économique. Les excédents annuels seront de l'ordre de 50 milliards de dollars au cours des premières années et, si on ne trouve pas les moyens de les investir ou de les remettre en circulation, les réserves en devises de ces pays pourraient être supérieures à 300 milliards de dollars de 1973 à la fin de la décennie. Cette tendance aura d'importantes conséquences économiques, financières et commerciales pour les pays importateurs:

- a) Conséquences économiques: le prélèvement annuel de 60 milliards de dollars sur les économies nationales des pays importateurs de pétrole équivaudra en théorie à une charge fiscale supplémentaire du même montant avec seulement des dépenses d'un faible montant en contrepartie. En raison d'effets multiplicateurs, ce prélèvement pourrait provoquer une dépression économique grave que seule une politique anti-déflationniste pourrait arrêter. Néanmoins, si l'on considère qu'une telle politique, qui comporterait des réductions des impôts et des facilités de crédit, ne ferait qu'intensifier les effets directs de la hausse des prix des produits pétroliers, il semble que la seule possibilité d'éviter un ralentissement économique général soit l'accélération de l'inflation mondiale.
- b) Effets financiers: les charges supplémentaires qui pèseront sur les balances commerciales seront de l'ordre de 10 milliards de dollars pour les Etats-Unis, 25 milliards de dollars pour la Communauté économique, 12 milliards de dollars pour le Japon et 10 milliards de dollars pour les pays en voie de développement. Elles seront la cause de déficits commerciaux dans la majorité des pays industriels, au moins au cours des deux ou trois prochaines années, et dans le cas des pays en voie de développement, elles annuleront les effets de toute l'aide publique internationale*. Cependant, l'accumulation de quelque 300 milliards de dollars permettra à un petit nombre de pays de contrôler des fonds d'un montant supérieur au double de toutes les réserves internationales actuelles du monde.

* L'assistance internationale officielle aux pays en voie de développement a été en 1973 de l'ordre de 10 milliards de dollars et les investissements privés de l'ordre de 9 milliards de dollars.

L'utilisation de ces fonds est actuellement difficile à prévoir mais l'instabilité potentielle des changes atteint des proportions sans précédent.

- c) Effets commerciaux: les pressions exercées sur les balances commerciales amèneront certainement les Etats et les entreprises privées à redoubler d'efforts pour augmenter les exportations de biens industriels dans le cadre d'accords bilatéraux de troc conclus avec des pays producteurs de pétrole. Une part importante de ces exportations revêtira la forme de raffineries et d'usines pétrochimiques, qui permettront aux pays producteurs d'exporter des produits pétroliers finis au lieu de pétrole brut. Dans la mesure où la capacité de ces usines excédera les besoins des pays producteurs, leur vente ne fera que reporter le problème des déséquilibres commerciaux, au risque de l'aggraver plus tard.

Si l'on considère l'avenir immédiat, il semble que la seule manière d'atténuer les effets de la récente crise serait de réduire beaucoup plus énergiquement la demande de pétrole que ne le prévoient les programmes provisoires actuels des pays industriels — sur lesquels se fondent la présente analyse. Si l'on parvient à franchir sans encombre les sept à dix prochaines années, il n'y a pas de raison de douter que la demande mondiale à long terme puisse être satisfaite de manière adéquate. Le pétrole provenant des schistes et sables bitumineux, le gaz provenant du charbon, l'électricité provenant de la fission nucléaire, la chaleur géothermique et, enfin, l'énergie solaire et l'énergie de fusion fourniront des quantités d'énergie si importantes que la consommation sera limitée par des impératifs écologiques et non économiques. Néanmoins, comme le dit un proverbe chinois « même neuf épouses ne peuvent faire un bébé en un mois ». Le monde de l'énergie est riche de promesses. Il faut empêcher que les contraintes et tensions, dues à la crise du pétrole, ne provoquent leur avortement.